



TENDANCE // La surveillance est constante même si elle n'est pas toujours visible. Les nouveaux projets seront sans doute moins ouverts sur la ville et sur l'espace public.

Les centres commerciaux à l'ère de l'état d'urgence

Catherine Sabbah
csabbah@lesechos.fr

D'ici à quelques mois, la plupart des grands centres commerciaux seront sans doute protégés par des blocs de béton placés entre les bâtiments et les parkings pour bloquer les accès aux voitures béliers. Pas très glamour mais rassurant. Alors que, depuis des années, les architectes et les urbanistes s'efforcent d'ouvrir ces équipements et de les rendre poreux à la ville et aux flux de piétons, ils vont peut-être devoir, à contre-cœur, les refermer.

En 2013, une attaque avait causé la mort de 68 personnes au centre Westgate de Nairobi au Kenya. En France, le 3 février dernier, l'agression de policiers au Carrousel du Louvre aurait pu tourner à la catastrophe... Dans le premier cas, les terroristes avaient bénéficié de complicité pour cacher des armes à l'intérieur ; dans le second, l'agresseur avait réussi à rentrer, armé. « *La sécurité est une question quotidienne*, explique Dorian Lamarre, directeur des relations institutionnelles au Centre national des centres commerciaux (CNCC). *Tous nos adhérents y sont extrêmement attentifs.* » Et un peu plus ces derniers temps. En 2016, Le syndicat a fait son voyage d'études en Israël pour apprendre auprès d'experts.

De grands groupes comme Klépierre, Unibail-Rodamco et Alteaarea Cogedim ont recruté des pointures, un ancien des forces spéciales ayant fait ses classes en Arabie saoudite et en Irak, Christophe Gomart, géné-

ral et ancien patron du renseignement militaire, et un commissaire divisionnaire, avec suffisamment de publicité pour que cela se sache...

13 attaques à main armée en 2016

« *Nous avons subi 13 attaques à main armée en 2016 dans nos centres sur plus de 10.000 en France, alors que nous voyons passer des dizaines de millions de personnes*, rassure Jean-Marc Jestin, le président de Klépierre. *Les centres commerciaux sont les plus sûrs des établissements recevant du public, nous devons ce confort à nos clients.* » Il est même vital pour le chiffre d'affaires : la fréquentation de ces lieux baisse de façon spectaculaire au lendemain des attentats, mais remonte assez vite dans les semaines qui suivent.

En face des variations de recettes qu'induisent ces creux de fréquentations, les charges augmentent et notamment parce qu'il faut payer les nouveaux équipements et les vigiles postés aux entrées. Quelque 15 % des 150.000 personnes qui travaillent dans le secteur de la sécurité sont employés dans les centres commerciaux et les budgets grossissent : il faut compter 2,5 millions d'euros par an pour un grand centre et 70 agents. « *Nous avons affaire à des acheteurs qui recherchent le discount comme sur n'importe quel marché, les budgets sont de plus en plus serrés, en baisse de 4 % en moyenne cette année* », explique Olivier Duran, le porte-parole du Syndicat national des entreprises de sécurité. En cas de grand événement parisien, comme la COP21 ou un rassemblement sportif,

les 5.000 entreprises du secteur n'ont pas assez de personnel à mettre à disposition.

« *Nous savons bien qu'ils n'arrêteront pas une attaque massive, mais c'est important qu'ils soient là et leur présence a fait considérablement baisser la petite délinquance*, assure Dorian Lamarre. *Ce qui n'empêche pas une vigilance de tous et de tous les instants : 100 paires d'yeux valent mieux qu'une. Les gens devraient être formés aux signaux faibles, des comportements suspects détectables par quelques questions à l'entrée des parkings par exemple... Nous n'en sommes pas là.* »

Rassurer sans inquiéter

Rassurer sans inquiéter, visible mais pas trop... les responsables des foncières préfèrent se montrer modestes et discrets sur les dispositifs mis en place. La réflexion porte néanmoins sur la manière d'organiser des couches de protection, au fur et à mesure que l'on rentre dans le centre. Cela évite les files d'attente, dangereuses, qui sont des cibles faciles, par ailleurs très dissuasives pour les clients. La difficulté consiste à assurer en même temps la fluidité des visiteurs, celle des livraisons, tout en garantissant une protection contre une attaque extérieure et la sécurité de tous les jours, d'ailleurs très réglementée. Pas question par exemple de fermer des issues de secours qui peuvent aussi servir d'entrées. Les forces de police disposent des plans des grands centres et des exercices d'intervention ont déjà été organisés. Mais les portiques de détection ne sont pas à l'ordre du jour et les vigiles, pas

armés : « *Il faudrait leur assurer des formations spécifiques, installer des chambres de tir pour s'entraîner, des coffres où ranger les armes* », précise Dorian Lamarre.

Quant aux accès, « *Il existe autant de situations que de bâtiments, poursuit Jean-Marc Jestin, certains sont situés au-dessus de gares, certains en étage, certains dans des espaces ouverts... il n'y a pas de recette miracle.* » A moins de clôturer l'espace en canalisant les visiteurs via une seule entrée, comme c'est le cas dans le centre Zorlu, à Istanbul, en Turquie. Architectes et urbanistes ne sont pas non plus très diserts sur la question, mais tous reconnaissent que la demande de sécurité est devenue explicite dans les cahiers des charges des futurs projets. ■

Les chiffres clefs

2,5

MILLIONS D'EUROS

Le budget consacré aux 70 agents de sécurité dans un grand centre commercial.

15 %

du personnel du secteur de la sécurité en France travaille dans des centres commerciaux. La plupart sont employés par les grands centres de l'Île-de-France.